

Lettre du Cercle Condorcet

www.cercle-condorcet-de-paris.fr

de Paris

Sommaire

Edito

par Jean-Pierre Pagé
coprésident

p. 1

Plénières

Le modèle allemand

par Guillaume Duval
Rédacteur en chef de la revue
Alternatives économiques

p. 2

Un « New Deal » pour l'Europe ou Comment réduire la crise de la zone euro

par Michel Aglietta
Professeur de
Sciences économiques
à l'université Paris-Nanterre
Conseiller scientifique au CEPII

p. 3

Modernité de Diderot, philosophe des Lumières

par Pierre Chartier
Professeur émérite de Lettres
à l'université Paris-Diderot
Président de la société Diderot

p. 5

Tribunes libres

Aggravation du changement climatique

par René Iffly
Membre du Cercle

p. 6

La cote d'alerte est dépassée

par Jean-Pierre Pagé
coprésident

p. 8

Édito

Nous sommes heureux de vous adresser la Lettre 34 rendant compte des travaux du Cercle Condorcet de Paris. Vous y trouverez un compte-rendu du bilan qu'a établi, pour notre Cercle, Michel Aglietta, sur la base de son livre *Un New Deal pour l'Europe*, de la crise qui frappe celle-ci et des solutions possibles pour la surmonter. Vous y trouverez aussi deux « cris d'alarme » (concernant les altérations de la situation écologique de notre planète et la politique économique européenne) et une mise en garde contre la tentation de vouloir copier un « modèle allemand » qui n'est pas ce que l'on voudrait nous faire croire, le tout entrecoupé d'un exposé sur Diderot par Pierre Chartier, président de la société Diderot.

L'année 2013 aura été particulièrement éprouvante en raison d'une profonde dégradation des opinions en France et dans toute l'Europe conduisant à des sursauts irrationnels et convulsifs, et portant un coup d'arrêt à l'espoir et à l'élan qui, depuis la Dernière Guerre mondiale, animaient notre continent, au point d'en remettre sérieusement en question le modèle social. Serions-nous condamnés à la barbarie de la compétition et au retour de la sélection – essentiellement par l'argent – des plus forts aux dépens des plus faibles ?

À l'occasion du passage à 2014, nous formulons des vœux pour que cette nouvelle année soit celle du ressaisissement, un ressaisissement de l'esprit européen – selon les lignes tracées par Michel Aglietta et bien d'autres –, un ressaisissement aussi qui permette d'offrir une perspective décente à ceux qui frappent encore à la porte de l'Europe sans bien mesurer les désillusions qui pourraient les attendre si celle-ci ne parvient pas à retrouver un projet viable et porteur. ■

Jean-Pierre Pagé

Le modèle économique allemand semble s'imposer comme solution à la crise en Europe.

Mais il paraît être aussi le creuset des divergences politiques sur l'avenir de celle-ci.

N'y a-t-il pas d'autres voies ?

Guillaume Duval a vécu et travaillé en Allemagne. Dans son dernier livre, il met en cause l'efficacité supposée des réformes « Schröder » sur le long terme et milite plutôt pour un pacte de croissance européen.

DANS L'EUROPE EN CRISE, l'Allemagne semble se distinguer. Au point qu'elle est devenue un exemple d'économie qu'il faudrait suivre, remplaçant les pays scandinaves ou le Danemark, les pays modèles socio-démocrates des années 80. L'obligation de se réformer à l'instar des Allemands apparaît d'autant plus grande que ce serait le social-démocrate Schröder qui aurait permis la réforme dont bénéficie aujourd'hui l'Allemagne. Un tel constat obligerait aussi bien les gauches que les droites européennes.

Guillaume Duval contredit pour l'essentiel cette analyse en relativisant aussi bien l'ampleur des réformes Schröder que la réussite allemande actuelle.

Il rappelle d'abord que l'Allemagne n'a jamais été un pays social démocrate. L'ordo-libéralisme qui caractérise sa politique économique depuis les années trente est tout au mieux un compromis entre libéralisme, rigueur budgétaire et monétaire et enfin accords sociaux dans ce cadre. Si Schröder dirige la première coalition SD sans la droite, c'est en ayant vaincu l'aile gauche, keynésianiste du SPD d'Oskar Lafontaine. Celui-ci démissionnera d'ailleurs de son poste de ministre des Finances en désaccord avec sa politique libérale et s'opposera à lui lors de la mise en place des projets Hartz-Schröder. C'est donc une social-démocratie à la « Blair » que représente Schröder, au mieux.

Pendant sept ans de coalition rose-vert, l'Allemagne a connu plus de pauvreté et plus d'inégalité. La flexibilisation de l'emploi a conduit à créer plus de cinq millions de petits boulots, précaires. La diminution des dépenses publiques a compromis l'avenir en ce qu'elle s'accompagne d'un désinvestissement important, notamment pour les jeunes enfants, les familles, et ne prépare pas encore aujourd'hui à une modernisation du tissu productif allemand. Pendant ce temps, la dette publique a explosé.

Les réformes Hartz du marché du travail semblent pour beaucoup être à l'origine de la bonne santé actuel-

le de l'économie allemande, habilement gérée par Angela Merkel. Mais à y regarder de plus près, celle-ci le doit plutôt à :

- Une démographie déclinante qui pour le moment limite la masse salariale, mais qui à terme risque d'induire une paupérisation massive des retraités ;
- Un coût de l'immobilier quasiment trois fois moindre qu'en France, qui permet une certaine modération salariale. Ce coût est le résultat de politiques de logements anciennes, notamment dans l'Est, et du déclin démographique ;
- La réunification a coûté bien moins qu'on ne l'a cru, la politique monétaire rigoureuse allemande ayant été en fait inflationniste dans le cadre européen, notamment avec la mise en place de l'euro.
- Schröder n'a pas touché à la codétermination patrons-syndicats, ce qui a limité les fermetures d'usines et a conservé la base productive traditionnelle, tournée en particulier vers l'exportation de machines.

Dans les faits, les réformes du marché du travail ont été peu effectives (sauf pour les petits boulots, c'est-à-dire les nouveaux boulots). En évitant cependant les licenciements et les fermetures d'usines, l'offre allemande s'est maintenue, à un coût plus faible qu'ailleurs : Mais ceci tient plus au maintien des liens anciens entre syndicats et patronat qu'aux réformes « Hartz-Schröder ».

L'Allemagne a aussi profité de sa situation monétaire particulière avec

la création de l'euro. Les taux d'intérêts pour le paiement de ses dettes sont restés plus bas qu'ailleurs, estimation ainsi faite de 70 milliards d'économie relative. Dans ses exportations, l'Allemagne a également bénéficié de la baisse du dollar par rapport à l'euro, alors que, dans le reste de l'Europe, le choc de compétitivité a été négatif. Cette différence de situations explique largement le peu d'intérêt de l'Allemagne à intervenir pour réduire la crise de l'euro : elle est celle qui a le plus intérêt à avoir un euro fort.

Mais cette politique peut se révéler suicidaire pour l'Europe. En favorisant la récession, elle risque de ne pas permettre de résoudre la crise des dettes et d'augmenter le chômage. Par voie de conséquence de diminuer la consommation des Européens, principaux acheteurs des produits allemands.

Si l'on ajoute à cela que l'épargne allemande s'est plutôt placée dans des produits toxiques (en Grèce en particulier), on comprend le peu d'empressement du gouvernement allemand à négocier la dette grecque par

Guillaume Duval Le modèle allemand est-il l'avenir de l'Europe ?

Rédacteur en chef de la revue
Alternatives économiques

crainte de perdre une part importante de ce que ses banques y ont prêté.

Enfin, ayant peu investi dans sa propre économie l'Allemagne va se retrouver avec un tissu industriel vieillissant, peu adapté à la compétitivité à venir. Sa conversion énergétique avec l'abandon du nucléaire va augmenter ses coûts. Ainsi ce qui apparaît à certains comme un modèle d'économie et de politique à suivre, pour cause de bons résultats actuels, doit plutôt être considéré comme un bon emploi d'une rente de situation qui ne pourra pas se maintenir. L'Allemagne risque tout aussi bien de connaître une crise à terme, de l'emploi, de ses exportations, de sa dette, en même temps qu'un appauvrissement global et une croissance des inégalités. Le modèle « social » allemand pourrait se trouver profondément remis en cause.

Seul satisfecit ? La réforme scolaire et le maintien d'une politique d'apprentissage à tous les niveaux qui peut améliorer les capacités d'adaptation de la population allemande.

Ce qu'on peut regretter, c'est que l'Allemagne, toute à ses succès, n'imagine pas qu'elle les doit en partie à sa place dans l'Europe et que ne pas aider l'Europe à régler sa crise autrement que par l'austérité pourrait lui coûter à assez court terme ses avantages.

Alors que l'Europe reste la région la plus industrialisée du monde et l'une des plus innovantes, il serait dommage de ne pas investir en commun dans de grandes actions européennes, notamment sur l'énergie, les transports, la recherche... Conduire en Europe, avec des budgets importants, de vraies politiques d'investissements et peut-être accepter une politique monétaire et bancaire plus coopérative. ■

*Synthèse de Bernard Wolfer,
membre du Cercle*

Le dernier livre de Guillaume Duval, Made in Germany : le modèle allemand au-delà des mythes, éd. du Seuil, 2013.

Plénière du 22 octobre 2013

Un « New Deal » pour l'Europe ou Comment réduire la crise de la zone euro

La conférence de Michel Aglietta étant disponible sur le site du Cercle Condorcet, on trouvera ici une synthèse de ses réponses à la question : « Comment résoudre la crise de la zone euro ? »

POUR MICHEL AGLIETTA, au départ de la crise, trois erreurs graves ont été commises :

- un assainissement trop timoré des bilans bancaires qui a contribué à la paralysie du crédit;
- une extension de la crise grecque qui, compte tenu de sa dimension initiale, n'aurait jamais dû se produire;
- des ajustements budgétaires trop brutaux parce que trop rapides.

Des contractions budgétaires défavorables à la croissance

Les ajustements budgétaires ont provoqué des réductions des dépenses publiques dont les conséquences ont

dépassé ce qui avait été anticipé. Le FMI a lui-même indiqué que la contraction était supérieure à ce que les travaux sur lesquels il s'appuyait permettait d'anticiper : le multiplicateur de la contraction a été largement supérieur aux estimations. Le décalage entre la production potentielle que permettraient de réaliser dans chaque économie le capital et le travail disponibles et la production effectivement réalisée s'est accru.

Utilisant la terminologie internationale pour désigner cet écart, Michel Aglietta évalue l'*output gap* à 3,5 % du PIB (produit intérieur brut).

La recherche de la consolidation budgétaire a négligé l'amélioration de l'offre qui résulte de l'investissement public, celui-ci est passé de 4 % à 2 % du PIB dans un contexte où les banques sont paralysées par leurs incertitudes réciproques sur leur bilans.

Michel Aglietta

*Professeur de sciences
économiques à l'université
Paris-Nanterre*

*Conseiller scientifique au CEPII**

Résoudre la crise bancaire

Les banques doivent être replacées dans un ensemble de règles et de procédures de contrôle uniformes à travers la zone euro qui empêchent le recours au « *too big to*

* Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

fail ». Les procédures de restructuration doivent pouvoir aller jusqu'à la faillite. Michel Aglietta insiste sur plusieurs points :

- Les procédures de résolution des difficultés doivent avant tout impliquer les créanciers de grande taille des banques (apporteurs de capitaux) et donc se fonder sur le *bail in* (selon la terminologie internationale) c'est-à-dire l'absorption des pertes par les créanciers dont la taille leur permettrait de contrôler les banques et dont le laxisme résultant de la recherche d'un taux de rentabilité excessif a contribué à la dérive de l'endettement. Cette pratique se substituerait au *bail out* actuel : le sauvetage des

Le maintien de l'euro implique un pouvoir européen et un institut budgétaire dépendant du Parlement européen

banques par les déposants ou les contribuables via les Etats. Techniquement cela consisterait à transformer les obligations en actions sur la décision de l'institution de tutelle, sans recours juridique possible.

- La taille des grandes banques les rend ingouvernables. Michel Aglietta préconise la définition d'une doctrine de séparation de la banque commerciale et de la banque d'investissement sur la base du rapport Liikanen qui pourrait inspirer une directive adaptée à la situation européenne.

La situation reste dangereuse pour l'Europe tant que l'union bancaire n'est pas conclue.

- Le projet d'union bancaire est une avancée considérable, la partie supervision qui concerne 124 banques importantes dont le comportement est déterminant est bien assurée.

L'économie a besoin d'une régulation macrofinancière en rapport avec la politique monétaire.

Les stress-tests doivent porter tant sur le microfinancier que sur le macrofinancier sinon ils seront inefficaces. Seules les banques centrales nationales ont la capacité de faire ce travail.

Une union bancaire n'est pas concevable sans union budgétaire.

La question de la dette publique

La question des dettes publiques insolvables ne pourra pas être éludée indéfiniment. Tout l'effort des finances publiques passe à payer la dette. La BCE, les Etats por-

tent la dette grecque. Ni les gouvernements ni la BCE n'accepteraient l'annulation. Un rééchelonnement devrait être envisagé pour alléger la charge annuelle et la rendre gérable. L'Allemagne a en effet bénéficié deux fois de ce processus en 1924 et en 1930.

Une évolution est possible vers une union budgétaire. Le fait que la notion de solde structurel soit adoptée constitue pour Michel Aglietta une étape, il s'agit du solde qui se dégagerait dans une économie si les mouvements conjoncturels n'existaient pas, en d'autres termes la correction est faite des variations cycliques, il faudrait aller au solde structurel à trois ans. Une avancée institutionnelle serait nécessaire. Le maintien de l'euro implique un pouvoir européen et un institut budgétaire dépendant du Parlement européen. Pour concerter le Parlement dans les affaires budgétaires il faudrait y concevoir une participation active soit de parlementaires spécialistes soit de techniciens rendant compte aux parlementaires.

En l'état actuel de l'évaluation des déficits il ne peut y avoir de financement de l'investissement public par la dette. Ce qui équivaut à un autofinancement de l'investissement impliquant une forte contraction de son volume. Michel Aglietta souligne, contrairement aux propos souvent entendus, qu'il est logique que les générations futures participent au financement d'un investissement dont elles profiteront. La contrainte sur le solde budgétaire devrait s'exercer hors investissement.

Cette faiblesse de l'investissement explique que la croissance de la productivité du travail soit nulle par rapport à 2007. La productivité des facteurs baisse.

Il faudrait, estime Michel Aglietta, « re-territorialiser » l'investissement là où il a disparu en repensant la notion de compétitivité. C'est une erreur de considérer la compétitivité nationale comme celle d'une entreprise. Cela n'a aucun sens pour une nation. Le problème n'est pas la baisse du coût par rapport aux autres producteurs mais de créer des avantages comparatifs nationaux. Une coordination est nécessaire pour la production européenne. Un système industriel est un ensemble lié d'entreprises avec un système d'innovation et une coordination. En Allemagne le système existe. La France a eu un système industrialo-étatiste.

Aujourd'hui plus de 50 % des entreprises du CAC 40 sont non françaises et les profits ne sont pas rapatriés. Il faut remettre en place une organisation industrielle. C'est l'objet de la mission confiée à Jean Pisani-Ferry. ■

***Compte-rendu de Françoise Renversez,
membre du Cercle***

Les analyses présentées dans cette conférence par Michel Aglietta sont développées dans son ouvrage Un New Deal pour l'Europe, écrit avec Thomas Brand, éd. Odile Jacob, 2013.

Le trois-centième anniversaire de la naissance de Diderot nous donne l'occasion de nous pencher sur son œuvre multiforme et novatrice, qui rejoint celle de Condorcet dans son universalisme joyeux.

DIDEROT EST ISSU D'UN ENVIRONNEMENT FAMILIAL BOURGEOIS marqué par le catholicisme conservateur (frère chanoine et sœur religieuse ursuline morte au couvent). Ses études chez les Jésuites de Langres puis au collège d'Harcourt à Paris le font bénéficier d'une solide formation classique, malgré les lacunes en sciences et en philosophie. Des études de philosophie et de théologie à la Sorbonne complètent son parcours.

Son départ pour Paris en 1728 le met au cœur de la capitale intellectuelle de l'Europe de l'époque, carrefour foisonnant d'échanges ouvert sur le monde. Son père, opposé à son mariage avec Anne-Antoinette Champion, lui imposera en 1743 quelques semaines d'internement dans un monastère proche de Troyes. Denis Diderot, qui a refusé la tonsure et vu sa sœur mourir de folie au couvent, aura subi des expériences religieuses des plus traumatisantes.

Faisant ses premières armes de passeur d'idées, il traduit en français certaines œuvres d'auteurs anglais comme Temple Stanyan¹, Shaftesbury²... Ces penseurs britanniques du début du XVIII^e siècle – Sterne et Swift comptent parmi les plus connus – constituent une influence majeure pour Denis Diderot. Incarcéré à Vincennes pour ses positions matérialistes formulées dans la *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient*, il est confronté à l'arbitraire et à la censure. Cette expérience nourrira sa vocation d'écrivain des libertés et du savoir tout en le faisant adopter la prudence de ne pas publier de son vivant certains écrits.

Ces débuts lui ont sans doute permis de tisser parmi les libraires du Quartier Latin certaines affinités et l'un d'eux, Le Breton, le charge d'entamer en 1746, avec d'Alembert, la traduction de la *Cyclopædia* anglaise d'Ephraim Chambers dont il a obtenu privilège d'impression. Cette entreprise considérable va achever de former Diderot et lui permet de forger sa propre méthode. Le prospectus de 1750 illustre la pensée sous-jacente à ce projet titanesque : « *Le but d'une encyclopédie est de rassembler les connaissances éparses sur la surface de la terre, d'en exposer le système général aux hommes avec qui nous vivons et de le transmettre aux hommes*

qui viendront après nous. J'ai dit qu'il n'appartenait qu'à un siècle de philosophes de tenter une encyclopédie et je le dis parce que cet ouvrage demande partout plus de hardiesse dans l'esprit qu'on en a communément. Il faut tout examiner, tout remuer sans exception et sans ménagement. Il faut fouler aux pieds toutes ces vieilles puérités, renverser les barrières que la raison n'aura point posées, rendre aux sciences et aux arts une liberté précieuse³. » Un véritable manifeste de la philosophie des Lumières en opposition aux systèmes de pensée absolutistes et catholiques en même temps que l'exposition de la méthode expérimentale qui préside à l'élaboration du projet éditorial de l'Encyclopédie.

« *L'homme d'esprit voit loin dans l'immensité des possibles ; le sot ne voit guère de possible que ce qui est⁴. »* L'intérêt pour les mathématiques – et en particulier la statistique – va amener Diderot à formuler une série d'hypothèses matérialistes sur la position de l'homme dans l'univers, non comme centre, mais comme donateur de sens.

« *Sans l'homme, l'univers est vide, éteint⁵. »* Un aboutissement de ses pensées qui génère une forme de matérialiste joyeux. « *Elargissez Dieu* », disait-il à ses adversaires dans les *Pensées philosophiques*, tout en aboutissant en fait à élargir la pensée.

Son universalisme joyeux comprend aussi les sciences naturelles et l'économie, comme en témoigne son intérêt pour les sciences du vivant, la chimie, la médecine. Il est en effet au premier rang pour mesurer les avancées de ces sciences et techniques dans ce XVIII^e siècle qui embrasse

alors la notion de progrès, comme en témoignent ses dialogues avec les économistes physiocrates. Cette vision optimiste du monde est caractéristique des Lumières. Ce sentiment d'explication possible par la science du monde semble entrer en résonance avec les outils actuels numériques de diffusion du savoir.

Il a été diabolisé lors de la Restauration, qualifié de « *terroriste* » et d'« *enclin au matérialisme* » par les adversaires de la Révolution française. Cette instrumentalisation abusive – par certains côtés très actuelle dans la critique des Lumières – lui attribue la paternité de textes qui ont inspiré Babeuf et les ultras alors qu'il s'est toujours opposé aux dogmes quels qu'ils soient. Son appréhension fraternelle du monde comme une énigme joyeuse en fait foi, rejoignant le gai savoir humaniste.

Homme d'un théâtre novateur, précurseur du roman

Pierre Chartier Modernité de Diderot, philosophe des Lumières

*Professeur émérite de Lettres
à l'université Paris-Diderot,
Président de la société Diderot.*

1. *Histoire de Grèce*, 1743.

2. *Essai sur le mérite et la vertu*, 1745.

3. Prospectus de l'*Encyclopédie*, Diderot et d'Alembert, 1750.

4. *Pensées philosophiques*, 1746.

5. *Ibid.*

moderne, inventeur de la critique d'art, défenseur des libertés individuelles, Diderot s'inscrit pleinement dans ce tournant du siècle qui, à défaut d'être celui des philosophes, reprend cette mise en cause des idéologies et exalte toutes les formes de liberté. Il nous apprend encore aujourd'hui à poser une critique systématique des idées,

qu'elles soient les nôtres propres ou celles des autres. ■

Synthèse de Fabrice Benoit

Pierre Chartier est l'auteur des Vies de Diderot, trois volumes, éd. Hermann, 2012.

Tribunes libres

Sur les productions énergétiques

- La consommation mondiale d'énergie ne cesse de croître au taux moyen de 2 % par an : 9 Gtep¹ en 1990, 13,5 Gtep aujourd'hui, et 20 Gtep prévus en 2050. Ceci est dû au rapide développement économique des pays émergents et à l'amélioration relative de leur niveau de vie, ainsi qu'à la croissance de la population mondiale au taux moyen de 1 % par an : 6 milliards en 1990, 7,2 milliards aujourd'hui et 9 milliards prévus pour 2050. Les 90 % de cette consommation sont assurés par des énergies fossiles.

- Les réserves de charbon sont quasi illimitées et sa consommation augmente régulièrement : elle est de 4 gigatonnes par an actuellement. Elle est devenue la première source d'énergie dans le mix mondial. La Chine met en service une nouvelle centrale chaque semaine (350 sont en construction), les Indiens développent aussi très largement cette filière, les Allemands ont prévu de substituer à leurs centrales nucléaires des centrales à lignite très polluantes et toute l'Europe de l'Est fonctionne largement au charbon. En plus des quantités importantes de CO₂ dégagées par la combustion, son extraction libère du méthane.

- Contrairement à ce qui était annoncé il y a quelques années par certains prévisionnistes les réserves d'hydrocarbures ne baissent pas : nombreuses découvertes d'huile et de gaz et conventionnels au Brésil et au Moyen-Orient, en off-shore profond, bientôt en Arctique, entre autres, exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca au Canada, et des huiles lourdes au Venezuela. Et l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles des roches-mères apportent un surcroît substantiel de production au point que les Etats-Unis deviennent autosuffisants et abandonnent le développement des énergies renouvelables ; le prix du gaz aux Etats-Unis a été divisé par trois, ce qui permet à certaines entreprises de relocaliser leurs productions. La Chine, la Russie et d'autre pays se lancent dans la recherche de cette nouvelle ressource en dépit des dégâts environnementaux qu'elle génère en surface et dans le sous-sol, du moins avec les techniques actuelles de production. Les Japonais

de leur côté commencent même à s'intéresser aux hydrates de méthane. Et, à mesure que le prix de l'énergie augmentera, de nouvelles réserves d'hydrocarbures pourront être mises en production.

- Après l'accident de Fukushima, de nombreux pays abandonnent le nucléaire dont l'exploitation ne génère pourtant pas de gaz à effet de serre, même s'il pose d'autres problèmes de rejets et de sécurité. A l'inverse, la Chine accroît le nombre de ses réacteurs. La filière des réacteurs à neutrons rapides, susceptible de limiter ces problèmes, ne sera pas opérationnelle avant 2020 au mieux.

- Le développement des énergies renouvelables ne progresse pas comme attendu. Les éoliennes terrestres sont contestées par les populations, le développement des éoliennes off-shore sera coûteux et très progressif. Le photovoltaïque, pourtant très prometteur, progresse lentement et reste cher avec une efficacité encore réduite.

Les biocarburants de première génération sont contestés du fait de leur emprise sur les terres agricoles et du CO₂ dégagé lors de leur production, le développement des biocarburants de seconde génération démarre à peine, la géothermie est freinée par le coût des forages, et seuls la filière bois et les véhicules hybrides semblent progresser. Pour l'instant les énergies renouvelables ne tiennent pas leurs promesses : les

défis techniques et économiques à surmonter sont nombreux et ils ont été largement sous-estimés. Les efforts financiers nécessaires pour y parvenir ne sont pas à la hauteur. Même en Allemagne le développement des éoliennes off-shore, des installations photovoltaïques et des centrales à gaz a été fortement ralenti. Autres facteurs qui freinent le développement des énergies vertes : les réseaux actuels de distribution de l'électricité ne sont pas adaptés aux multiples petites productions distribuées et intermittentes, et il n'existe toujours pas de solution au stockage industriel de l'électricité en dehors des barrages hydrauliques. De nombreuses autres sources d'énergie sont envisagées mais les recherches qui démarrent n'aboutiront pas à des solutions opérationnelles avant de nombreuses années : solaire à concentration, gaz de houille, biocarburants

René Iffly Aggravation du changement climatique

Membre du Cercle

1. Gigatonne équivalent pétrole.

d'origine algale, minéralisation du CO₂, houlomotrices, entre autres.

- Les techniques de séparation du CO₂ des gaz de combustion, puis de sa séquestration dans des réservoirs géologiques profonds, sur lesquelles beaucoup comptaient pour rendre les centrales à charbon moins polluantes, se révèlent très décevantes : les opérations pilotes lancées aux USA et en Allemagne soulèvent de nombreuses difficultés techniques et s'avèrent onéreuses (mais ceci était prévisible), et en plus elles dégagent un surcroît de 25 % de CO₂ pour la séparation des gaz brûlés et la compression avant injection. Ce procédé restera très marginal.

- La déforestation se poursuit en Amérique du Sud et en Indonésie, certes à un rythme réduit, supprimant une importante source naturelle de captation du CO₂.

Sur le transport et les bâtiments

- La part des énergies renouvelables (biocarburants et électricité) dans le transport reste encore très marginale. Le lobby des transporteurs européens a réussi à exclure leur profession du système de la taxe carbone et des droits d'émission de CO₂. L'écotaxe sur les transports routiers ne sera appliquée en France que fin 2013. Le prix du carbone s'est effondré sur les marchés (environ 8 euros la tonne) au nom de la préservation de l'emploi, ce qui n'empêche pas de nombreuses entreprises européennes de délocaliser leurs activités les plus polluantes vers des pays moins exigeants. Les mesures pour économiser l'énergie dans les bâtiments, si elles commencent à porter leurs fruits pour les constructions neuves n'ont, pour des raisons financières, pratiquement pas encore démarré dans les bâtiments anciens (sauf en Allemagne). L'éolien et le solaire ne contribuent que pour 2 % aux consommations de l'ensemble des Européens, et pourtant ces derniers sont considérés comme les bons élèves de la classe en matière écologique. En agriculture l'utilisation d'engrais chimiques ne faiblit pas. Le slogan « moins consommer, plus d'efficacité, et passer aux énergies vertes » reste encore largement un vœu pieux.

Conséquences

- Le résultat de cette situation est que les dégagements des gaz à effet de serre d'origine anthropique augmentent : ils sont actuellement de 46 gigatonnes équivalent CO₂ par an. Le taux de CO₂ dans l'atmosphère vient d'atteindre les 400 ppm² (contre 280 au début du siècle précédent) et les prévisions optimistes du GIEC³ de limiter l'augmentation de température à 2 °C entre le début de l'ère industrielle et 2100, sous réserve d'un comportement frugal des populations, ne pourront absolument pas être tenues. Une augmentation de 5 ou 6 °C en 2100 avec une teneur de l'atmo-

2. Parties par million.

3. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

sphère en gaz à effet de serre de 600 ppm est plus probable (augmentation qui s'est déroulée pendant les périodes géologiques sur plusieurs millénaires), et une élévation du niveau des océans de 1 mètre à la même échéance est envisageable, avec toutes les conséquences que cela entraînera pour les populations des zones littorales. Rien qu'en 2012 environ 32 millions d'habitants, essentiellement asiatiques du sud-est, ont été contraints à l'exil. Les hydrogéologues prévoient qu'en 2100 le débit de la Seine sera divisé par deux.

- Les manifestations de ce changement climatique sont déjà bien réelles : accélération des épisodes thermiques et pluviométriques extrêmes avec sécheresses et inondations, progression de la désertification, recul des glaciers, fonte de la banquise particulièrement en Arctique, augmentation de la violence des cyclones, réchauffement des océans, blanchiment des coraux, réduction de la biodiversité et décalage géographique de certaines cultures. Même si la croissance de la tempéra-

L'éolien et le solaire ne contribuent qu'à 2 % de la consommation européenne

ture semble passer actuellement par un plateau, toutes ces manifestations encore limitées ne peuvent que s'accroître dans les prochaines années. Les préoccupations du court terme liées à la crise économique et à ses dégâts sur la société (chômage et pouvoir d'achat), ainsi que la spéculation financière, ont complètement occulté ce problème du changement climatique, pourtant fondamental pour notre planète et notre descendance. Les climatosceptiques ont contribué à freiner le développement durable et le public commence à douter de la réalité du changement climatique d'autant que ses manifestations ne lui sont pas toujours directement perceptibles. Les coûts sociaux des problèmes environnementaux sont largement sous-estimés par les États. Et il n'existe aucune instance internationale faisant autorité en la matière. Mais nous devons regarder la situation lucidement : les conséquences à long terme en seront dramatiques et longtemps irréversibles car la dissipation dans l'atmosphère du CO₂ demande plusieurs siècles.

Que faire ?

- L'énergie est vraiment la clé principale du problème du changement climatique. Il est possible qu'il faille attendre une forte montée du prix de l'énergie pour que les entreprises et les particuliers deviennent plus sobres et que les énergies vertes démarrent réellement. Mais comme la contribution de ces dernières restera longtemps bien inférieure en quantité à celle des énergies fossiles, surtout pour les énergies de forte puissance

qui, elles, sont abondantes, seules des mesures très contraignantes prises au niveau international (taxe carbone et fiscalité écologique durcies) seront susceptibles de réduire les consommations énergétiques. Ceci suppose que les instances politiques s'imposent face au monde des affaires. En attendant, les seuls paramètres sur lesquels nous pouvons intervenir sont l'amélioration de l'efficacité des sources énergétiques, des véhicules de toute nature et des bâtiments d'une part, et la frugalité dans les consommations d'énergie fossile

d'autre part. Comme ces modifications vont exiger de profondes transformations techniques et structurelles elles devraient relancer l'activité économique et créer de l'emploi. Bien que ce développement durable ne puisse être pleinement efficace pour la préservation du climat que s'il est mis en œuvre par l'ensemble de la planète, nous aurions tout intérêt à l'appliquer sans retard en France et, si possible, en coopération avec nos partenaires européens. ■

René Iffly, membre du Cercle

Jean-Pierre Pagé

Co-président du Cercle

La cote d'alerte est dépassée

CELA A RETENTI COMME UNE COUP DE TONNERRE ! Selon un sondage concernant les élections européennes, le Front national devancerait l'UMP et le Parti socialiste arriverait en troisième position.

Et ce phénomène n'est pas spécifique à la France. L'hypothèse selon laquelle le regroupement des partis « populistes » dans l'Union européenne obtiendrait la majorité relative au Parlement européen l'an prochain ne saurait être écartée.

Voilà à quoi ont mené bientôt quatre ans de politiques suicidaires en Europe. Et ceci ne peut pas être imputé uniquement à l'aveuglement néo-libéral des eurocrates de Bruxelles, mais résulte de la décision des chefs d'Etats et de gouvernements réunis en conseil.

Comment, en effet, s'étonner de ce que quatre ans de politiques d'austérité, qui n'ont laissé aucun espoir aux populations, aient réussi à tuer l'idée noble et généreuse de l'Europe !

N'est-il pas surréaliste et impudent d'entendre les dirigeants de la Grèce se féliciter de ce qu'ils peuvent envisager une « reprise de la croissance » de 0,6 % en 2014, après que le PIB de leur pays a chuté de plus de 25 % depuis le début de la crise, et que le taux de chômage des jeunes a atteint le chiffre record de 50 % ! Et l'on pourrait citer d'autres exemples de cet acabit en Espagne et au Portugal. Non seulement, « la crise n'est pas finie » et l'Europe n'est pas réellement assainie comme on voudrait nous le faire croire et comme en témoignent les niveaux toujours très élevés de la dette, mais elle sort de cette « cure » anémiée et aigrie, en quelque sorte « rapetissée » dans son essence. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'elle ne suscite aucun enthousiasme de la part de ses citoyens (en particulier des plus jeunes) et soit, au contraire, l'objet d'un rejet de plus en plus généralisé. Ses dirigeants portent une lourde responsabilité à cet égard, eux qui ont préféré les palliatifs et les recettes à courte vue, les « petits pas », quand il ne s'est pas agi de reculs (*cf.* le budget européen), au lieu d'affronter franchement les défis de la construction européenne.

Ceci nous rapproche fâcheusement de la politique de la « table rase », mise en évidence par Naomi Klein, visant à remplacer les services et entreprises publiques, quasi détruites, par des entreprises privées, qui a eu son heure de gloire lors du passage des pays de l'Europe de l'Est à l'économie de marché.

Il est temps de sonner le tocsin. Le démantèlement de la zone euro et, au-delà, le retour aux vieux clivages nationalistes en Europe sont à nos portes.

Il est plus que temps de réagir en changeant de politique économique et sociale en donnant une nouvelle et vigoureuse impulsion à la construction d'une Europe réellement unie (et non la parodie que l'on nous en présente), grâce à une démarche hardie fondée sur la rénovation des infrastructures, des innovations, une transition énergétique justifiant les investissements porteurs du renouveau futur de l'activité économique et la création des institutions le permettant.

Mais, en premier lieu et dès maintenant, il appartient aux gouvernants des pays de l'Union de mobiliser par leur parole les citoyens de ces pays en leur montrant ce que peut leur apporter une union bien pensée et bien construite, au lieu de s'en remettre à des propos nationalo-centrés. Il leur appartient de le faire avant les élections européennes, faute de quoi celles-ci risquent de conduire à un Parlement européen incapable de jouer le rôle novateur que l'on attend de lui ou, pire, ferment de déliquescence de l'Europe. Adieu alors le rêve de voir ce Parlement élire un président de l'Europe capable de conduire celle-ci et prenant la mesure des enjeux ! Et ceci vaut d'abord pour notre pays où tout est fait pour éviter un débat public sur l'Europe de crainte qu'il ne réveille les vieux démons de la campagne pour la ratification du Traité constitutionnel.

La cote d'alerte est dépassée. Le risque est grand de voir l'Europe redevenir une « mosaïque » de petits Etats à l'échelle de la mondialisation, une « grande Suisse », comme l'a dit Hubert Védrine. Ce qui plairait sans doute à beaucoup de ses citoyens, mais signerait son arrêt de mort, au milieu des empires qui se constituent ailleurs. ■